



## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2013

Compte de résultat Consolidé		
(en KMAD)	Exercice 2013	Exercice 2012
Chiffre d'affaires	4 704 643	4 775 086
Autres produits de l'activité	138 692	-67 433
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>4 843 335</b>	<b>4 707 653</b>
Achats	-3 878 286	-4 067 576
Autres charges externes	-282 341	-290 959
Frais de personnel	-199 579	-207 177
Impôts et taxes	-70 002	-8 472
Amortissements et provisions d'exploitation	-226 675	-198 733
Autres produits et charges d'exploitation	8 776	3 676
<b>Charges d'exploitation courantes</b>	<b>-4 648 107</b>	<b>-4 789 241</b>
<b>Résultat d'exploitation courant</b>	<b>195 228</b>	<b>-81 588</b>
Cessions d'actifs	-1 222	4 876
Autres produits et charges d'exploitation non courants	-3 989	-19 373
<b>Autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>-5 211</b>	<b>-14 497</b>
<b>Résultat des activités opérationnelles</b>	<b>190 017</b>	<b>-96 085</b>
Produits d'intérêts	3 630	1 739
Charges d'intérêts	-31 319	-36 868
Autres produits et charges financiers	-237	3 621
<b>Résultat financier</b>	<b>-27 926</b>	<b>-31 508</b>
<b>Résultat avant impôts des entreprises intégrées</b>	<b>162 091</b>	<b>-127 593</b>
Impôts sur les bénéfices	-44 009	-25 225
Impôts différés	-34 510	58 436
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>83 572</b>	<b>-94 382</b>
Intérêts minoritaires	-2 458	-1 168
<b>Résultat net - Part du groupe</b>	<b>86 030</b>	<b>-93 214</b>
<b>Résultat net par action en dirhams</b>	<b>22,06</b>	<b>-23,90</b>
- de base	22,06	-23,90
- dilué	22,06	-23,90
<b>Résultat net par action des activités poursuivies en dirhams</b>	<b>22,06</b>	<b>-23,90</b>
- de base	22,06	-23,90
- dilué	22,06	-23,90

Etat du résultat global consolidé		
En millions de dirhams	Exercice 2013	Exercice 2012
Exercices du 1er Janvier au 31 Décembre		
Résultat de l'exercice	83,5	-94,3
Autres éléments du résultat global (bruts d'impôts)		
Ecart de conversion des activités à l'étranger		
Pertes et profits relatifs à la réévaluation des Actifs financiers disponibles à la vente		
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie		
Variation de la réserve de réévaluation des immobilisations		
Ecarts actuariels sur les obligations des régimes à prestations définies		
Impôt sur le résultat sur les autres éléments du résultat global		
Quote Part des autres éléments du résultat global dans les entreprises associées		
Autres éléments du résultat global nets d'impôts		
<b>RESULTAT GLOBAL TOTAL DE L'ANNEE</b>	<b>83,5</b>	<b>-94,3</b>
Dont Intérêts minoritaires	-2,5	-1,2

Résultat net - Part du Groupe		
	86,0	-93,2

Variation des capitaux propres consolidés							
	Capital	Primes d'émission, de fusion et d'apport	Réserves	Résultat de l'exercice	Capitaux propres Part du groupe	Intérêt minoritaire	TOTAL
<b>Situation à l'ouverture de l'exercice 2012.12</b>	<b>390 000</b>	<b>1 604</b>	<b>1 767 500</b>	<b>106 684</b>	<b>2 265 788</b>	<b>5 579</b>	<b>2 271 367</b>
Affectation du résultat de l'exercice N-1			106 684	-106 684			
Variation de l'auto-contrôle							
Changement de méthodes comptables			-11 759		-11 759		-11 759
Résultat de l'exercice				-93 214	-93 214		-93 214
Autres mouvements			16 000		16 000	-1 168	14 832
<b>Situation à l'ouverture de l'exercice 2013.12</b>	<b>390 000</b>	<b>1 604</b>	<b>1 878 425</b>	<b>-93 214</b>	<b>2 176 815</b>	<b>4 411</b>	<b>2 181 226</b>
Affectation du résultat de l'exercice N-1			-93 214	93 214			
Changement de méthodes comptables							
Résultat de l'exercice				86 030	86 030		86 030
Autres mouvements			-872		-872	-2 462	-3 334
<b>Situation à la clôture de l'exercice 2013.12</b>	<b>390 000</b>	<b>1 604</b>	<b>1 784 339</b>	<b>86 030</b>	<b>2 261 973</b>	<b>1 949</b>	<b>2 263 922</b>

Etat de la situation financière		
Actif (En KMAD)	Exercice 2013	Exercice 2012
Immobilisations incorporelles	1 118	4 607
Immobilisations corporelles	1 924 178	2 016 441
Autres actifs financiers	40 081	40 740
Impôts différés actifs	7 148	52 737
<b>Actifs non-courants</b>	<b>1 972 525</b>	<b>2 114 525</b>
Autres actifs financiers courants	12 248	12 248
Stocks et en-cours	901 007	764 027
Créances clients	984 302	770 418
Autres débiteurs courants	201 875	197 040
Trésorerie et équivalent de trésorerie	32 641	239 613
<b>Actifs courants</b>	<b>2 132 073</b>	<b>1 983 346</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>4 104 598</b>	<b>4 097 871</b>
<b>Passif (En KMAD)</b>	<b>Exercice 2013</b>	<b>Exercice 2012</b>
Capital	390 000	390 000
Primes d'émission et de fusion	1 604	1 604
Réserves	1 784 339	1 878 425
Résultats net part du groupe	86 030	-93 214
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère</b>	<b>2 261 973</b>	<b>2 176 815</b>
Intérêts minoritaires	1 949	4 411
<b>Capitaux propres de l'ensemble consolidé</b>	<b>2 263 922</b>	<b>2 181 226</b>
Provisions non courantes	94 651	83 619
Avantages du personnel	76 483	70 115
Dettes financières non courantes	49 916	241 313
Impôts différés passifs	207 995	219 394
Autres créditeurs non courants	41 687	44 337
<b>Passifs non courants</b>	<b>470 732</b>	<b>658 778</b>
Provisions courantes	3 690	3 827
Dettes financières courantes	168 628	306 131
Dettes fournisseurs courantes	883 851	641 400
Autres créditeurs courants	313 775	306 509
<b>Passifs courants</b>	<b>1 369 944</b>	<b>1 257 867</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 840 676</b>	<b>1 916 645</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>	<b>4 104 598</b>	<b>4 097 871</b>

Tableau de flux de trésorerie consolidé		
	Exercice 2013	Exercice 2012
Résultat net de l'ensemble consolidé	83 572	-94 382
Ajustements :		
Elim. des amortissements et provisions	190 892	180 117
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	1 222	-4 876
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>275 686</b>	<b>80 859</b>
Elim. de la charge (produit) d'impôt	78 519	-33 211
Elim. du coût de l'endettement financier net	31 319	-36 868
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>385 524</b>	<b>84 516</b>
Incidence de la variation du BFR	-108 336	329 902
Impôts différés		
Impôts payés	-44 009	-25 225
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>233 179</b>	<b>389 193</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-82 204	-171 670
Variation des autres actifs financiers	659	1 963
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	2 038	7 456
Intérêts financiers versés	-31 319	-36 868
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>-110 826</b>	<b>-199 119</b>
Remboursement d'emprunts	-150 000	-200 000
Remboursement de dettes résultant de contrats loc-fin.	-22 924	90 852
Variation des comptes courants associés	-425	-7
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>-173 349</b>	<b>-109 155</b>
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>-50 996</b>	<b>80 919</b>
Trésorerie d'ouverture	-62 548	-143 467
Trésorerie de clôture	-113 544	-62 548
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>-50 996</b>	<b>80 919</b>



# COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2013

## RÉSUMÉ DES NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

### 1. Référentiel comptable retenu :

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 et conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 6.2 de la circulaire n°06/05 du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) du 13 octobre 2005, les états financiers consolidés du Groupe Sonasid sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 31 décembre 2013 et telles que publiées à cette même date.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee and International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principales règles et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après.

### 2. Bases d'évaluation

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux principes édictés par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes ci-après.

### 3. Utilisation d'estimations et hypothèses

L'établissement des états financiers consolidés, en conformité avec les normes comptables internationales en vigueur, a conduit le Groupe à faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les états financiers et les notes les accompagnants.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur l'évolution des engagements envers les salariés, les immobilisations corporelles, les stocks, les impôts différés et les provisions.

### 4. Principes et périmètre de consolidation

#### 4.1. Principes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

Conformément aux dispositions des IFRS, il n'y a pas d'exemption au périmètre de consolidation du Groupe.

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées à partir de comptes semestriels arrêtés au 31 décembre 2013.

#### 4.2. Périmètre de consolidation

	31 Décembre 2013			31 Décembre 2012		
	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode
SONASID	100%	100%	IG	100%	100%	IG
LONGOMETAL ARMATURE	96,93%	96,93%	IG	96,93%	96,93%	IG

### 5. Principales règles et méthodes comptables :

#### 5.1. Immobilisations corporelles

##### Règle spécifique à la première adoption :

Dans le cadre de la première application des normes IFRS et conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, la société Sonasid a procédé à l'évaluation à la juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2006 de l'ensemble de ses actifs immobilisés incorporels et corporels, et a retenu cette valorisation comme coût présumé. Les évaluations à la juste valeur ont été réalisées par des experts indépendants.

Pour Longometal Armatures, les valeurs historiques ont été maintenues.

##### Principes applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 :

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique ou de fabrication initial, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les intérêts financiers des capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période précédant leur mise en exploitation, sont partis intégrante du coût historique.

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées d'utilisation (durée d'utilité).

Le mode d'amortissement retenu par le Groupe est le mode linéaire. L'ensemble des dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des immobilisations corporelles et adapte les plans d'amortissement de façon prospective en cas de variation par rapport à l'exercice précédent.

#### 5.2. Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent. Ces derniers comprennent, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen normal.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

#### 5.3. Avantages du personnel

Les engagements du Groupe au titre des régimes de couverture maladie à prestations définies et des indemnités de fin de carrière sont déterminés, conformément à la norme IAS 19, sur la base de la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte des conditions économiques propres à chaque pays (essentiellement le Maroc pour le Groupe). Les engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs...

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, les gains et pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles ne sont reconnus que lorsqu'ils excèdent 10% de la valeur de l'engagement actualisé. La fraction excédant 10% est alors étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle des salariés.

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles du travail pendant toute la période de travail des salariés font l'objet d'une

provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Les indemnités de départ en retraite font également l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte de la probabilité de la présence des salariés dans le Groupe, à leur date de départ en retraite. Cette provision est actualisée.

#### 5.4. Impôts différés

Le Groupe comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan.

Les taux d'impôt retenus sont ceux votés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice en fonction des juridictions fiscales.

Le montant d'impôts différés est déterminé pour chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt exigible si, et seulement si, cette entité :

(a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et

(b) a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt différé si, et seulement si, cette entité :

(a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et

(b) les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

Ainsi, les soldes nets d'impôts différés sont déterminés au niveau de chaque entité fiscale.

#### 5.5. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site.


Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et engendrant des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés. Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressource, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan). Lorsque le Groupe ne dispose pas d'un échancier de reversement fiable ou lorsque l'effet du passage du temps est non significatif, l'évolution de ces provisions se fait sur la base des coûts non actualisés. Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

#### PERIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2013

	31 Décembre 2013			31 Décembre 2012		
	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode
SONASID	100%	100%	IG	100%	100%	IG
LONGOMETAL ARMATURE	96,93%	96,93%	IG	96,93%	96,93%	IG


Par ailleurs, le jeu complet des états financiers consolidés du Groupe SONASID au 31 décembre 2013 établis conformément aux normes internationales sera mis à votre disposition sur le site Internet de Sonasid, à l'adresse suivante : www.sonasid.ma.

Ce jeu complet comprend outre le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé, le tableau de flux de trésorerie consolidé, le tableau de variations des capitaux propres consolidés, les notes annexes choisies conformément aux dispositions de la norme IAS 34 (norme du référentiel IFRS relative à l'information financière intermédiaire).



Aux Actionnaires de SONASID  
Casablanca

37, Bd. Abdellatif Ben Kaddour  
20050 Casablanca - Maroc



101, Bd. Massira Al Khadra  
20100 Casablanca - Maroc

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDÉE DU GROUPE SONASID.**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire consolidée de la société SONASID et de ses filiales (Groupe SONASID) comprenant l'état de la situation financière, le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie ainsi qu'un résumé des notes explicatives relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 2 263 922 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 83 572.


Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire de l'état de la situation financière, du compte de résultat, de l'état du résultat global, de l'état des flux de trésorerie, de l'état des variations des capitaux propres ainsi que du résumé des notes explicatives ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les comptes consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société arrêtés au 31 décembre 2013, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 7 mars 2014

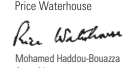
**Les Commissaires aux Comptes**

Ernst & Young



Baschir Tazi  
Associé

Price Waterhouse



Mohamed Haddou-Bouazza  
Associé